

**4 Économie**

**Scandale dans les investissements éducatifs**

**Ces milliards engloutis dans des écoles inachevées !**

Comme pour les logements sociaux où des grosses malversations financières ont été enregistrées, dans le programme d'investissement dédié au secteur de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle,

il y a comme une odeur de soufre. Pourtant, dans sa vision de doter le Gabon d'infrastructures à même de contribuer à une bonne formation des Gabonais, le président de la République,

chef de l'État, a confié à des compatriotes la responsabilité de gérer ce dossier de construction des établissements supérieurs d'enseignement professionnel, ainsi que des écoles primaires et secondaires.

Ainsi, des colossales sommes ont été décaissées. Malheureusement, la plupart des chantiers ne sont jamais allés à terme. Depuis deux semaines, la rédaction de l'Union a mobilisé

ses journalistes et son réseau de correspondants pour un constat sur certains sites. Focus sur des chantiers abandonnés, où la plupart des interlocuteurs approchés préfèrent se murer dans le silence.

**Complot contre la jeunesse et l'émergence économique**

Innocent M'BADOUMA  
Libreville/Gabon

**QUE** s'est-il réellement passé entre 2010 et 2015, avec les investissements dans le secteur de l'éducation et surtout de la formation professionnelle ? Pourtant, les instructions du chef de l'Etat étaient claires.

En effet, le président de la République, Ali Bongo Ondimba, conformément à sa vision de former une élite, des talents, de " *la matière grise* " susceptibles de porter haut les ambitions du Gabon émergent, avait donné des moyens au gouvernement de l'époque pour conduire un vaste programme de renforcement des capacités d'accueil dans l'Éducation nationale, et de doter le pays d'établissements de formation professionnelle obéissant aux meilleurs



Photo : Julie Nguimbi

De belles écoles avaient été promises à cette jeunesse. Mais les "vautours" en ont décidé autrement.

standards internationaux. D'importantes sommes d'argent émanant du budget de l'Etat ont été mis à la disposition des départements ministériels en charge de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle. Entre 2011 et 2015, la plupart des marchés passés dans le cadre de ce vaste programme d'investissement éducatif l'ont été par en-

tente directe. On sait qui gérait quoi à cette époque, de la tête du ministère, au suivi du projet, en passant par la direction générale du Budget. Si des rares sociétés comme Sodexo, ayant en charge la rénovation du restaurant de l'Université Omar Bongo, ont pu livrer leurs chantiers, pour la majorité d'entre elles, il s'est agi, d'une vraie ga-

begie financière. La visite des sites que les reporters du quotidien l'Union, effectuait, depuis deux semaines, a montré que rien n'a été fait. " *Les prédateurs de la République* " ont-ils excellé dans leur sport favori de détourner les deniers publics ? Les projets ont-ils été mal montés ? Les travaux ont-ils été mal conduits par les sociétés



Photo : D.R

Les Centres de formation professionnelle attendent leur réalisation. Et pourtant l'argent a été débloqué.

adjudicataires des marchés publics ? Une chose est sûre, tous les acteurs de ces projets ont abusé de la confiance placée en eux par le chef de l'État. Aujourd'hui, ni les sociétés adjudicataires des marchés publics, ni les ministres en charge des départements concernés, encore moins les hauts fonctionnaires responsables dans la chaîne, res-

ponsables administratifs, n'ont d'arguments solides pour expliquer ce qui s'est réellement passé. S'appuyant sur les documents confidentiels en notre possession, le constat fait sur le terrain par les journalistes de l'Union est scandaleux. C'est un coup de couteau dans le dos de la jeunesse et un complot contre l'émergence économique.

**Dix ans après le lancement des travaux de construction du CFPP de Mouila**

**Quel gâchis !**

W.N.  
Libreville/Gabon

**LES** travaux de construction du Centre de formation et de perfectionnement professionnels (CFPP) de Mouila, situé au quartier Bavanga, dans le deuxième arrondissement de la commune, ont été lancés en décembre 2008 par l'ancien Premier ministre Jean Eyeghe Ndong. Ce vaste projet, d'un montant de 3 milliards 426 millions 702 mille 838 francs, financé par le budget de l'Etat, de-



Photo : Félicien Ndongo

Voici les travaux réalisés par la société SIM BTP pour la construction...

vrait permettre aux jeunes de la province d'acquérir des connaissances nécessaires dans des secteurs aussi variés que la mécanique, l'agriculture, la pisciculture, la tôlerie-peinture...

Pour réaliser ces travaux, le gouvernement a dégagé à l'entreprise SIM-BTP une enveloppe de 2 milliards 920 millions 305 mille 506 francs, soit une facture réglée à 85,22 % . Dix ans plus tard, on est en droit de



Photo : Félicien Ndongo

...du Centre de formation et de perfectionnement professionnels de Mouila, pourtant réglés par l'Etat à plus de 85 %.

se demander où en sont les travaux. Notre correspondant à Mouila qui s'est rendu hier sur le site de Bavanga, pour une prise d'images, a fait ce constat: « *le chantier est toujours à l'abandon. Et*

*cela depuis plusieurs années. Les quelques bâtiments inachevés, toujours visibles, croupissent dans l'herbe. C'est un vieux gardien veille sur les lieux.* » Avec une confortable

avance de financement de près de 3 milliards de francs, pour un marché de 3,4 milliards de francs, comment expliquer que l'état d'avancement physique dudit chantier, arrêté en 2016, ne soit que de 58 % ? Qu'a fait SIM BTP de l'argent du contribuable ? L'éducation et la formation professionnelle étant la base de tout développement, n'est-il pas temps qu'une entreprise qui se signale par ce type d'agissement rende aussi des comptes, parce qu'elle met en péril le développement de toute une nation et hypothèque l'avenir de notre jeunesse ?

<p><b>CHANGEMENTS</b></p> <p><b>COURS INDICATIFS DES DEVISES EN DATE DU 23/03/2018</b></p> <p>Union Gabonaise de Banque</p> <p>SiteWeb : <a href="http://www.ugb-banque.com">http://www.ugb-banque.com</a></p>	FIXING			VENTE BILLETS (sans frais)		INDICES BOURSIERS		
	DEV	EUR/DEV	DEV/COT	DEV/CFA	DEV	CFA	en date du	
XAF	xxxxx	xxxxx	xxxxxx	<b>1 EUR</b>	<b>655,957</b>	<b>CAC 40</b>	23/03/2018	5 125,82
USD	1,2316	1USD =	532,606	1 USD	548,367	<b>DOW JONES</b>	23/03/2018	24
CAD	1,5889	1CAD =	412,837	1 CAD	440,672	<b>338,34</b>		
JPY	129,7500	1JPY =	5,056	100 JPY	530,806			
GBP	0,8720	1GBP =	752,244	1 GBP	789,232			
CHF	1,1671	1CHF =	562,040	100 CHF	59 332,13			
ZAR	14,5724	1ZAR =	45,014	100 ZAR	4 680,87			
MAD	11,3097	1MAD =	58,000	1 MAD	60,65			
CNY	7,8016	1CNY =	84,080	1CNY	86,60			
KES	124,2000	1KES =	5,281	1KES	5,44			

**BRENT (IPE) US Dollars/Baril**  
23 Mars 2018: **68,74**